

## La RTB a-t-elle une vertu à y perdre?

La RTB imitera bientôt les stations des autres pays: elle fera passer de la publicité, pour compléter les rentrées des taxes-redevances. Les milieux syndicaux et de gauche crient au sacrilège: *La RTB va perdre son caractère de service public et tomber sous la coupe des puissances d'argent ! L'objectivité et le niveau culturel vont baisser !* Ces indignations sont-elles bien sincères ?

La RTB a-t-elle une vertu à perdre ? Avec ou sans publicité, à notre avis, la différence n'est pas grande.

### COMMENT LA RTB INFORME

L'Etat a le monopole de la radio-TV en Belgique. La direction de la RTB est partagée entre des représentants de chaque grand parti politique. Voilà le fin mot de son *indépendance* et de sa qualité de service public. Mais les résultats ?

Prenons l'information: quelle différence avec RTL, station commerciale, ou avec les principaux quotidiens belges ? Une impartialité de surface, des émissions qui font succéder un journaliste d'extrême-droite à un reportage progressiste, ne remplacent pas la recherche de la vérité.

Comment pourrait-il en être autrement ? Les obstacles commencent à la source: pour l'essentiel de leurs émissions, les journalistes puisent dans les dépêches des agences de presse. Or, en Belgique, l'agence Belga est dans les mains des grands propriétaires de journaux liés à la bourgeoisie, et pour l'étranger, il faut passer par les 3 ou 4 agences internationales, aux mains de trusts ou de grands gouvernements, et toutes strictement tenues par la politique de ces puissances.

R. Clause, ancien directeur de la RTB, décrit ainsi la corruption dans les agences de presse: *Que ces "groupes de pression" soient politiques, économiques, sociaux ou philosophiques, qu'ils se cachent derrière la raison d'Etat ou qu'ils défendent des intérêts privés, ils cherchent à contrôler l'information à des fins inavouées de propagande ou de sauvegarde. Des nouvelles sont tronquées, déformées, remaniées ou interdites, quand elles ne sont pas inventées de toutes pièces (...)* et de conclure, à propos des "pressions occultes": *Il est très difficile d'en trouver la trace matérielle dans les relations. La puissance des intérêts en jeu, la démarche oblique et le secret leur confèrent certainement une efficacité particulière. La critique se sent désarmée devant ces forces de corruption, qu'elle ne doit pas ignorer, au contraire! Mais cette connaissance très générale ne lui est que d'un secours médiocre dans son effort de recherche. Il faut en prendre son parti.* ("Le journal et l'actualité", p. 235, Merelaut, 1967)

Libre à chacun de faire le parallèle avec l'agence Belga.

Et les correspondants sur place ? Ils sont peu nombreux et peu efficaces: quelle vue d'ensemble peut avoir un journaliste tout seul, arrivé sur le terrain pour l'occasion ? Il n'a pas de liens avec la population et passe toujours par les contacts officiels.

L'émission "A suivre" du 1er mai dont nous avons eu l'occasion de voir la préparation à Ougrée, illustre bien ces difficultés (voir ci-dessous l'article "Coup d'oeil derrière l'écran").

Deuxième "laminage": même si le journaliste dispose de témoignages ou de nouvelles authentiques, il faut encore que la censure intérieure ne les retouche pas quand elle ne les met pas au panier. La loi de 1960, qui régit actuellement la RTB, interdit dans son article 28 *de procéder à des émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général, à l'ordre public ou aux bonnes moeurs, en constituant un outrage aux convictions d'autrui ou une offense à l'égard d'un Etat étranger.* Ordre public, intérêt général, respect des Etats étrangers, avec cela, il y a de quoi censurer tout ce qu'on veut.

Lors de la grève sauvage des mineurs du Limbourg en 1970, des journalistes qui accordèrent (un peu) l'antenne au comité de grève se firent durement ramener à l'ordre. Une émission avec les travailleurs

de Glaverbel-Gilly fut soumise au contrôle de représentants du gouvernement et de la FEB [Fédération patronale] qui prétendirent modifier le film. A la mort de Franco, les journalistes de "Contraste Soir" organisèrent avec les auditeurs un concours d'épithètes, dont la majorité se révéla antifranquistes. La direction de la RTB stoppa l'émission séance tenante et licencia les deux journalistes pour "offense à l'égard d'un Etat étranger". Des fascistes du Nem-Club envahirent le studio aux cris de "Vive Franco" et toute la presse réactionnaire applaudit la décision de M. Wangermée, dont l'accusation se résumait en ceci: *Vous n'avez rien dit, mais vous saviez très bien que les auditeurs réagiraient ainsi !* Une fois de plus, il ne fallait donner à la population que le droit de se taire.

Le même article 28 de la loi de 1960 impose à la RTB une *rigoureuse objectivité*. On en fait ce qu'on veut et entre autres ceci: il suffit que les patrons refusent de participer à une émission avec des représentants ouvriers ou syndicaux pour que celle-ci ne puisse avoir lieu. Veto fréquemment utilisé lorsque le sujet ou les invités ne leur plaisent pas. Dans ces conditions, le journaliste le mieux intentionné n'a qu'une faible marge de manoeuvre.

## **L'INSATISFACTION DU PUBLIC OUVRIER**

La soif d'information des ouvriers ne peut être contestée par la RTB.

Des enquêtes dans le public indiquent que les ouvriers sont la couche sociale la plus intéressée par les informations et la critique principale qu'ils font est le manque de synthèse, l'accumulation de nombreux faits déversés "en vrac", mais dont on ne saisit pas la signification réelle. Il ressort qu'en général, les ouvriers sont méfiants envers la RTB. Non, on ne peut pas dire que la RTB est au service du public, qui manifeste son insatisfaction par une sorte de résistance passive à l'égard de la radio et de la télévision. Bien sûr, on écoute et on regarde toujours beaucoup dans les classes laborieuses. C'est vrai. Mais sans conviction. Parce qu'il n'y a rien d'autre. La radio est devenue un "décor sonore", on ne lui prête plus attention. La TV perd aussi de son emprise; les heures de vision diminuent globalement: 65 % des ouvriers parlent entre eux pendant les émissions; dans les cafés, la plupart des TV ont été supprimées, elles gênaient les conversations; plus les ouvriers ont du temps libre, moins ils passent de temps devant la télé. 33 % des ouvriers d'un sondage aspirent à lire plus, 6 % seulement à regarder plus la télé.

Derrière le succès et l'omniprésence de la radiotélévision, grossit l'insatisfaction silencieuse du public ouvrier, dans l'indifférence générale et les rengaines sur "l'esclavage" des masses par le petit écran. (Thoveron, Radio-TV dans la vie quotidienne, 1969; Geerts, la TV en milieu ouvrier, 1969).

## **COUP D'OEIL DERRIERE L'ECRAN**

L'émission "A suivre" du 1er mai dernier était consacrée à la sidérurgie. Le projet de départ était un débat entre direction de Cockerill et directions syndicales, devant un public restreint d'ouvriers sidérurgistes autorisé à poser des questions. Côté patronal, on préféra s'abstenir et le débat fut annulé; les journalistes décidèrent alors de "donner la parole à la base", une fois n'est pas coutume, au travers d'une assemblée libre d'ouvriers choisis en dehors de toute appartenance syndicale. Bonne idée. Mais que se passa-t-il ? Les organisateurs, n'ayant aucun lien avec cette fameuse base ni avec les chefs ouvriers en dehors de l'appareil, remirent plusieurs centaines d'invitation aux directions de Cockerill et des syndicats, et le mercredi 22 avril au Rialto à Ougrée, à peine une trentaine d'ouvriers étaient présents – flanqués d'un groupe de cadres d'un côté, des permanents ouvriers et employés des deux syndicats et d'une poignée de délégués de l'autre. Les journalistes s'étonnaient du peu d'affluence, et surtout du peu de spontanéité et de combativité de la salle... au point de les stimuler naïvement à "montrer que vous en avez ras-le-bol, que vous voulez réagir !" pour obtenir l'ambiance escomptée. Avec toute leur bonne volonté, ils donnaient vraiment l'impression de débarquer d'une autre planète.

(La Vérité, juin-juillet 1981)